



RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA
QUALITE DU SERVICE
EAU POTABLE – Année 2018

Table des matières

PREAMBULE.....	3
1 PRESENTATION DU SERVICE.....	4
1.1 L'ORGANISATION.....	4
1.1.1 LES ELUS ET LES COMMISSIONS	4
1.1.2 LES AGENTS	5
1.2 LE MODE DE GESTION	7
1.3 LE TERRITOIRE DESSERVI	8
1.4 LE PATRIMOINE DU SERVICE	9
1.4.1 LES RESSOURCES.....	9
1.4.2 LE STOCKAGE, LE TRANSPORT ET LA DISTRIBUTION	10
2 LE BILAN D'EXPLOITATION.....	11
2.1 LES VOLUMES	11
2.1.1 LES VOLUMES PRODUITS.....	11
2.1.2 LES VOLUMES IMPORTES	12
2.1.3 LES VOLUMES EXPORTES.....	12
2.1.4 LES VOLUMES DISTRIBUES	12
2.1.5 LE RENDEMENT ET LES INDICES LINAIRES ASSOCIES.....	12
2.2 LA QUALITE DE L'EAU	14
3 LA TARIFICATION DE L'EAU.....	14
3.1 LES MODALITES DE TARIFICATION	14
3.2 LE PRIX DE L'EAU	15
4 LES ELEMENTS FINANCIERS	15
4.1 LES RECETTES D'EXPLOITATION.....	15
4.2 LES TRAVAUX ENGAGES	16
4.3 L'ETAT DE LA DETTE ET L'AMORTISSEMENT	16
5 LA RELATION AUX USAGERS.....	16
5.1 LA SATISFACTION DES USAGERS.....	16
5.2 LES ACTIONS DE SOLIDARITE	17
5.2.1 LES ABANDONS DE CREANCES.....	17
5.2.2 LA TARIFICATION ECO-SOLIDAIRE	17
6 LES FAITS MARQUANTS 2018	17
7 LES PROJETS 2019.....	18
7.1 LES PROJETS STRUCTURANTS.....	18
7.1.1 EN MATIERE D'ORGANISATION	18

7.1.2	LA SECURISATION TARIFAIRE ET LA PROSPECTIVE FINANCIERE.....	18
7.1.3	LE REGLEMENT DE SERVICE ET LES FORMULAIRES	18
7.2	LES ETUDES ET LES TRAVAUX	19
7.2.1	DES ETUDES PREALABLES GLOBALES ET STRUCTURANTES.....	19
7.2.2	DES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT	19
7.3	LA RELATION AUX USAGERS	20
7.3.1	LA GESTION DES RECLAMATIONS ET DES REMISES GRACIEUSES.....	20
7.3.2	LE SITE WEB	20
8	TABLEAU RECAPITULATIF DES INDICATEURS	21
	ANNEXE 1 – ORGANIGRAMME PERIMETRES D'INTERVENTION TERRITORIALE.....	22
	ANNEXE 2 – LISTE DES CONTRATS DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC.....	23
	ANNEXE 3 – SYNTHESE ARS	24
	ANNEXE 4 – DOCUMENT AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE	25
	ANNEXE 5 – FICHES SYNTHETIQUES.....	26

PREAMBULE

Conformément aux articles D2224-1 et suivants du Code Général des Collectivités Locales, le Président d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale compétent en matière d'eau potable, doit soumettre à l'avis de son assemblée délibérante un Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) pour l'année écoulée, destiné notamment à l'information des usagers.

Ce rapport présente, au travers d'indicateurs descriptifs ou de performance définis par décret, des informations relatives au service, dont :

- les caractéristiques techniques,
- la tarification de l'eau et les recettes,
- les résultats de performance,
- le financement des investissements,
- les actions de solidarité et de coopération décentralisée.

La récente prise de la compétence eau et assainissement, a fait de l'année 2018 une année de transition, où continuité de service et restructuration des services ont dû être menées de concert.

Afin d'obtenir les données utiles à l'établissement du rapport, il a été nécessaire de structurer leur collecte (définition d'une base de données commune, identification des contributeurs). Pour l'eau, le taux de complétude 2018 est d'environ 83 %. Les données et indicateurs présentés couvrent l'ensemble du territoire quel que soit le mode de gestion. Leur valeur peut être pondérée ou résulter d'une moyenne. La complexité de l'exercice mené pour donner une vision globale des services doit conduire à considérer avec précaution l'ensemble des données ainsi consolidées.

Le rapport est mis à disposition des usagers à l'accueil du siège de la Communauté, des Maisons de la Communauté et des différents sites d'exploitation de l'eau et de l'assainissement. Il est également téléchargeable sur le site internet de la Communauté.

Ces données sont également consultables sur le site internet de l'observatoire national des services d'eau et d'assainissement (<http://www.services.eaufrance.fr>).

1 PRESENTATION DU SERVICE

Dans le cadre de la loi NOTRe et par délibérations en date du 04/11/2017, du 16/12/2017 et du 15/12/2018, la Communauté d'Agglomération Pays Basque a décidé d'exercer les compétences liées au cycle de l'eau sur l'ensemble de son territoire. Les enjeux sont majeurs :

- une gestion globale et intégrée de l'eau,
- une mutualisation des compétences,
- une qualité et une proximité de service,
- une harmonisation tarifaire.

Afin d'assurer une continuité de service durant l'année 2018, une organisation transitoire a été mise en place, basée sur la structure existante, le temps de construire le projet de service à l'échelle communautaire.

En matière d'eau potable, cette décision a conduit à un transfert dès le 01/01/2018 de la compétence assurée préalablement par 3 EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale), 16 syndicats et 34 communes.

Sont donc désormais gérés à l'échelle du Pays Basque, la production, le traitement, le transfert, le stockage et la distribution de l'eau potable.

1.1 L'ORGANISATION

1.1.1 LES ELUS ET LES COMMISSIONS

Outre les instances générales de décision, il existe des commissions spécifiques à la composition plurielle.

La **Commission Cycle de l'Eau**, composée d'élus communautaires et municipaux de tout le Pays Basque, débat et prépare les décisions du Conseil Communautaire et du Conseil Permanent de l'Agglomération.

Les **7 Commissions de Secteur géographique** sont composées d'élus communautaires et municipaux du territoire concerné. Elles analysent et proposent des projets.

Le **Conseil d'Exploitation de la régie de l'eau potable**, composé d'élus communautaires ou municipaux, de représentants des usagers et du personnel, pilote et contrôle la régie.

La **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**, composée d'élus communautaires et de délégués d'associations locales représentatives des usagers, des consommateurs et de la protection de l'environnement, examine l'activité du service et formule des avis. Elle a été créée par délibération du Conseil Communautaire du 17/06/2017.

Enfin, un **Vice-Président** est en charge de la compétence eau potable à la Direction Eau, Littoral et Milieux Naturels.

1.1.2 LES AGENTS

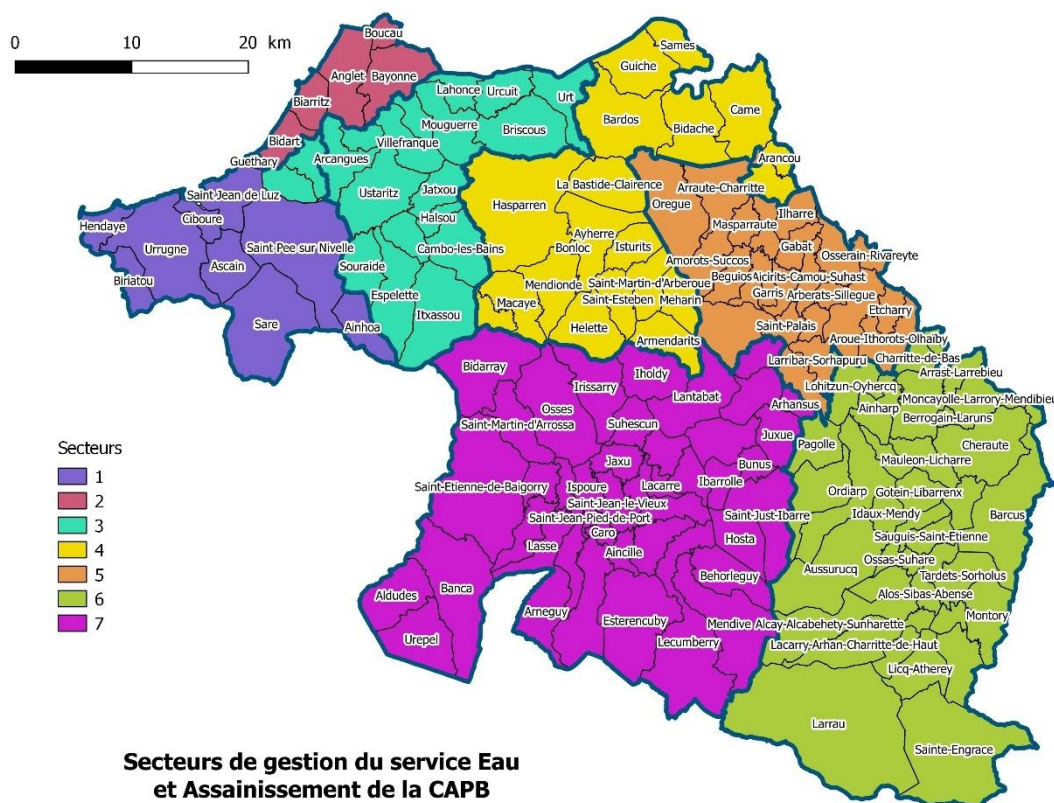
La **Direction Eau, Littoral et Milieux Naturels** est l'une des sept directions générales adjointes de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

Elle se décompose elle-même en cinq directions et services administratifs :

- Investissement, patrimoine et planification (eau et assainissement),
- Qualité et fonctions support (eau et assainissement),
- Exploitation et régies (eau et assainissement),
- Littoral, milieux naturels,
- Cours d'eau et bassins versants.

Voir en annexe 1, l'organigramme des périmètres d'intervention territoriale de la Direction Générale Adjointe Eau, Littoral et Milieux Naturels (DGA ELMN).

Le territoire est découpé en 7 secteurs géographiques afin d'assurer une efficacité opérationnelle et une proximité du service.



La prise des compétences du cycle de l'eau a entraîné le transfert de plein droit d'agents des collectivités qui remplissaient en totalité leurs fonctions dans le service concerné.

En 2018, ce sont près de **170 agents** qui travaillent au sein de la Direction Eau, Littoral et Milieux Naturels, toutes compétences confondues. Il existe donc une variété de métiers à la technicité avérée : agent d'accueil, terrassier-fontainier, électrotechnicien, automaticien, agent d'exploitation de station d'épuration, chauffeur-égoutier, agent administratif, techniciens chargés des travaux, technicien de laboratoire ou de rivières, ingénieurs ...

1.2 LE MODE DE GESTION

Le service d'eau potable est exploité en :

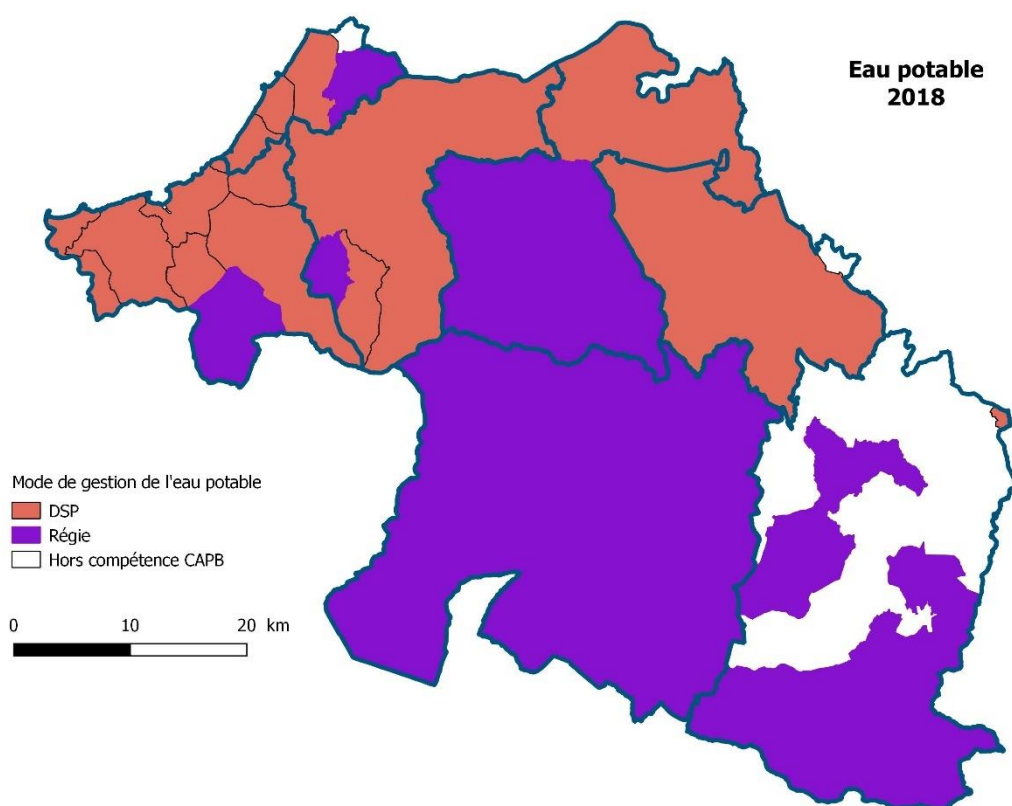
- régie ou régie avec prestataire de services (72 communes),
- délégation de service public (60 communes).

Trois entreprises se répartissent l'exploitation des 15 contrats de délégation de service public d'eau potable :

- AGUR (1 commune),
- SAUR (30 communes),
- SUEZ (29 communes).

Voir tableau détaillé des contrats en annexe 2.

Neuf des contrats arrivent à échéance en 2019. Une nouvelle consultation de délégation de service public a été lancée en 2018 pour sept d'entre eux.



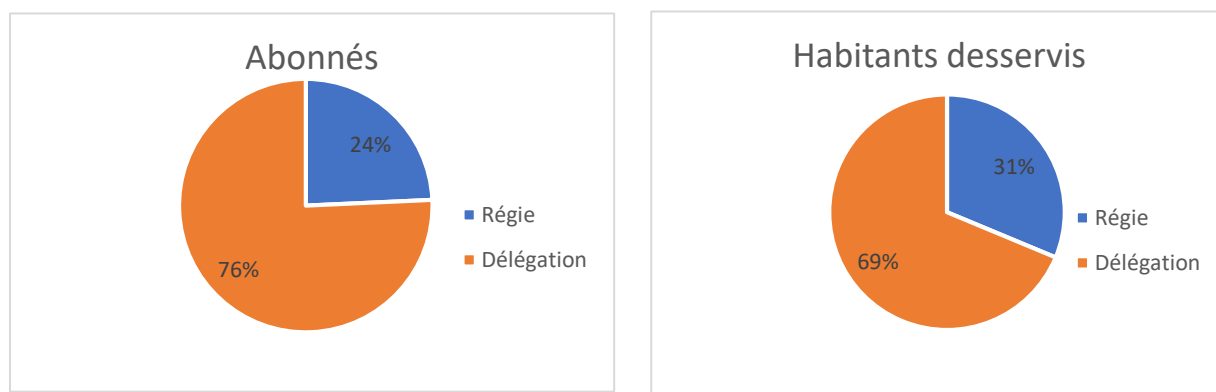
Dans une volonté de continuité de service à la suite du regroupement des régies communales ou syndicales existantes avant le 01/01/2018, et dans l'attente de la mise en place de l'organisation définitive, des conventions de gestion ont été signées, jusqu'à fin 2019, avec les communes concernées. A titre transitoire, elles permettent d'assurer le service par les équipes et les matériels communaux (avec remboursement par la Communauté).

1.3 LE TERRITOIRE DESSERVI

En 2018, le territoire desservi par la Communauté d'Agglomération Pays Basque comprend 132 des 158 communes du Pays Basque. Les communes du BOUCAU et OSSERAIN-RIVAREYTE ainsi que 24 communes de Soule sont gérées en 2018 par des syndicats mixtes dont la Communauté est membre.

La **population desservie** est estimée à **299 224**.

Au 31/12/2018, le **nombre d'abonnés eau potable constaté** est de **178 973**.



Le **nombre d'habitants rapporté au nombre d'abonnés** est de **1,67**.

Avec un linéaire de réseau de transport et de distribution d'eau de 4 702 km, le **nombre d'abonnés au km** est de **38**, représentant 63 hab./km. Le réseau est qualifié d'intermédiaire suivant le référentiel actuel des organismes publics du domaine.

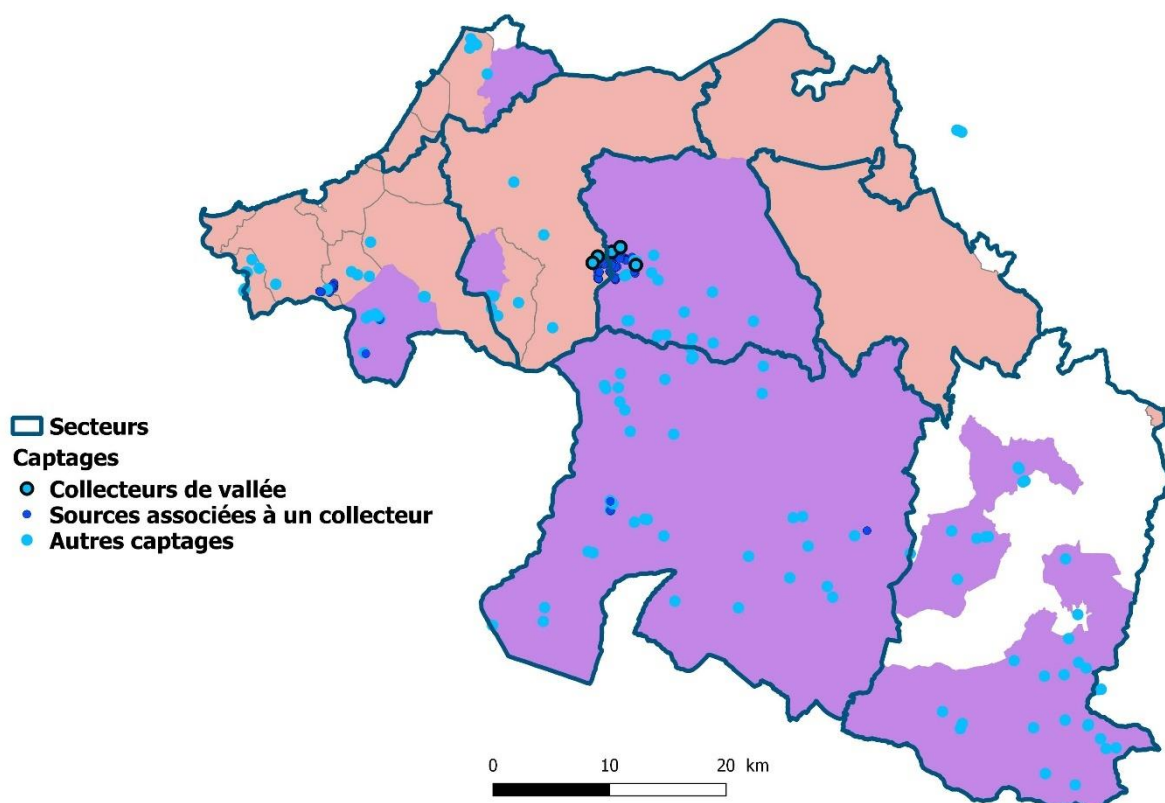
1.4 LE PATRIMOINE DU SERVICE

1.4.1 LES RESSOURCES

L'eau brute provient de plusieurs types de captages :

- d'eau souterraine (forage ou source naturelle),
- d'eau superficielle (prise en rivière avec ou sans barrage).

Le nombre d'unités de prélèvements est de 266.



1.4.2 LE STOCKAGE, LE TRANSPORT ET LA DISTRIBUTION

1.4.2.1 Les réservoirs

Le système de distribution compte **274 réservoirs d'eau potable**, représentant **126 489 m³ de capacité de stockage**.

1.4.2.2 Les réseaux

Le **linéaire total des réseaux** est estimé à **4 776 km**, dont :

- 74 km pour le réseau de prélèvement,
- 186 km pour le réseau de transport,
- 4 516 pour le réseau de distribution (hors branchements).

Le niveau de maîtrise de ce patrimoine est apprécié par l'**indicateur de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable** : en 2018, il atteint la valeur de **81 points** sur un total de 120.

1.4.2.3 Les branchements en plomb et les compteurs

Dans le cadre de la lutte contre le plomb dans l'eau, les **branchements publics en plomb** ont largement été remplacés. Seuls **540** branchements publics recensés restent en service à ce jour.

Il est conseillé aux usagers de vérifier la présence de canalisations en plomb dans leurs installations privées et si c'est le cas de procéder à leur remplacement.

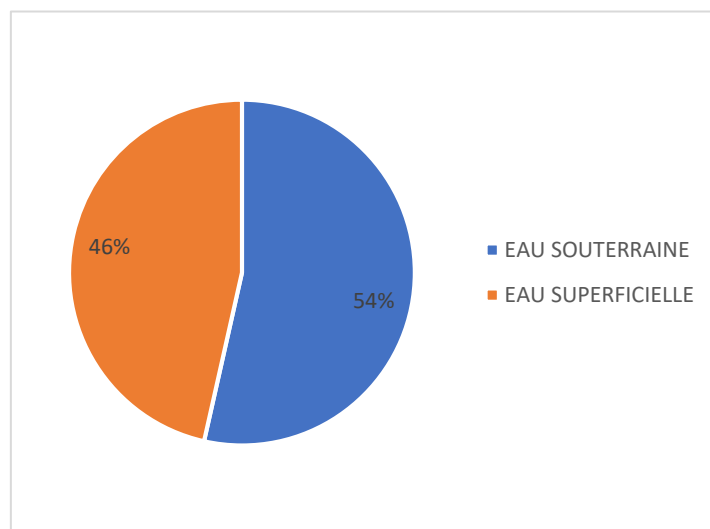
169 218 compteurs permettent de facturer l'eau potable distribuée. 85 % de ce parc a moins de 15 ans.

2 LE BILAN D'EXPLOITATION

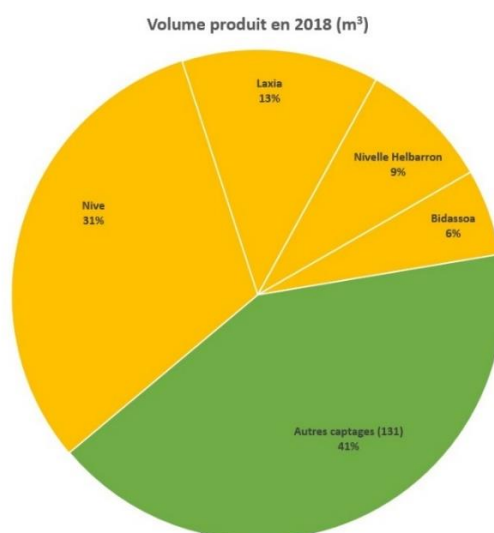
2.1 LES VOLUMES

2.1.1 LES VOLUMES PRODUITS

Plus de 25 millions de m³ ont été produits sur le territoire. Plus de la moitié provient d'eau souterraine.



Il est à noter que 2/3 de la production est assurée par 4 ressources principales (Nive, Laxia, Nivelles et Bidassoa).



2.1.2 LES VOLUMES IMPORTES

390 604 m³ ont été importés du SYDEC des Landes (SYndicat D'Equipement des Communes).

2.1.3 LES VOLUMES EXPORTES

La Communauté d'Agglomération a exporté 477 613 m³ au même SYDEC des Landes (principalement pour l'AEP de Boucau) conformément aux engagements de vente d'eau existants.

2.1.4 LES VOLUMES DISTRIBUES

Le total du **volume distribué autorisé*** est de **20 782 541 m³**.

* somme des volumes comptés, des volumes non comptés et des volumes de service

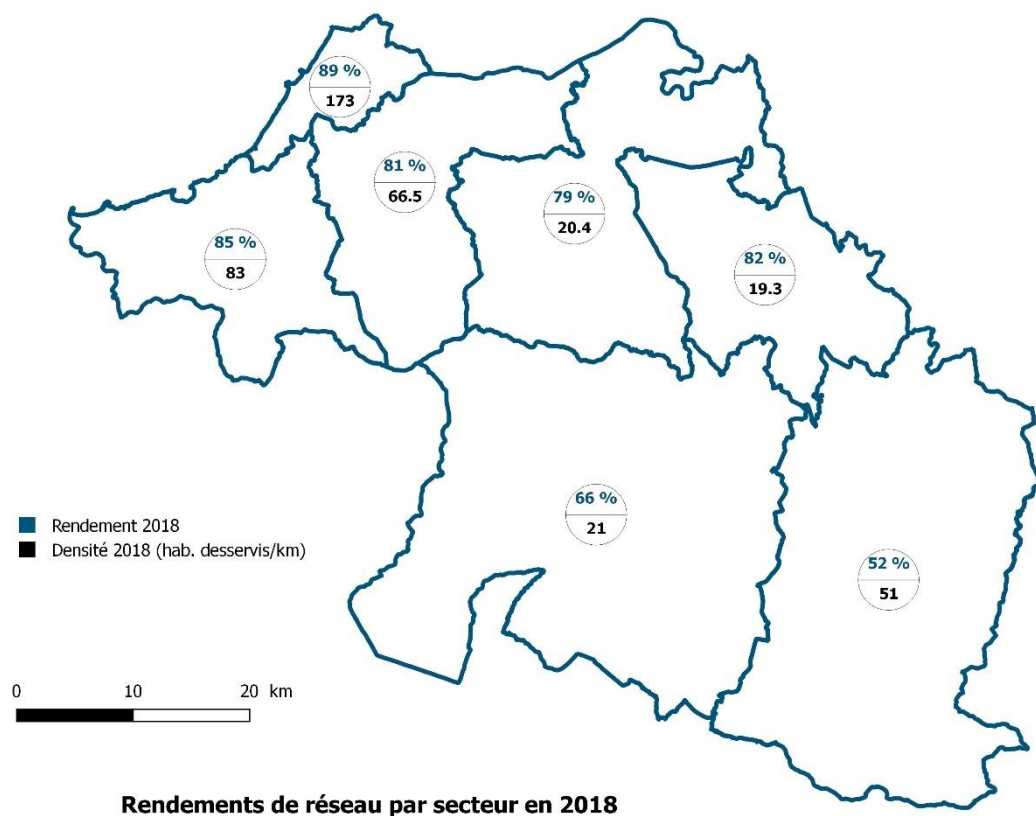
Il est constaté une **consommation par habitant desservi** d'environ **187 L/j/hab**.

2.1.5 LE RENDEMENT ET LES INDICES LINAIRES ASSOCIES

Plusieurs indicateurs de performance permettent d'évaluer la qualité des réseaux, et notamment les pertes par fuites.

Le **rendement global des réseaux** rapporté au territoire desservi par la Communauté d'Agglomération Pays Basque est estimé à **82,9 %**. Il est au-dessus du minimum règlementaire de 67,44 %.

La carte ci-dessous présente les rendements de réseaux constatés à la lumière de la densité de population par secteur. Les chiffres ne concernent que le territoire des communes où la Communauté d'Agglomération est compétente en 2018.



Il est à noter que le rendement doit être supérieur à 85 % en zone densifiée, ce que respecte aujourd'hui la Communauté d'Agglomération.

➔ **Indice linéaire des volumes non comptés : 2,7 m³ / jour / km de réseau.**

➔ **Indice linéaire de perte : 2,6 m³ / jour / km de réseau.** Cette valeur est considérée de moyenne à bonne suivant les référentiels publics actuels.

➔ **Indice linéaire de consommation (ILC) : 12,2 m³ / jour / km de réseau.** Le réseau peut être qualifié d'intermédiaire, entre urbain (ILC > 30) et rural (ILC ≤ 10).

2.2 LA QUALITE DE L'EAU

Ce chapitre relate uniquement le suivi de la qualité de l'eau potable mise en place de façon indépendante par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

L'ARS évalue ainsi le respect des limites réglementaires de la qualité de l'eau distribuée à l'utilisateur concernant les paramètres bactériologiques (présence de bactéries pathogènes dans l'eau) et les paramètres physico-chimiques (pesticides, nitrates, chrome, bromate, ...).

Sur les **1 190 prélèvements** réalisés par l'ARS :

- **34 analyses bactériologiques** ont été non conformes aux normes de qualité soit un **taux de conformité de 97,1 %**.
- **14 analyses physico-chimiques** ont été non conformes aux normes de qualité soit un **taux de conformité de 98,8 %**.

Les bilans de la qualité des eaux distribuées en 2018 par périmètre, établis par l'Agence Régionale de Santé sont joints en annexe 3.

Afin de préserver les ressources en eau des pollutions accidentelles, des périmètres de protection sont définis autour des captages d'eau et font l'objet d'une réglementation particulière. L'état d'avancement des mesures de prévention est évalué à **85,7 %**.

Il est à noter la volonté de la Communauté d'engager une dynamique de protection des captages également contre les pollutions diffuses.

3 LA TARIFICATION DE L'EAU

3.1 LES MODALITES DE TARIFICATION

Dans la majorité des cas, la facture d'eau comporte :

- une part dite fixe (abonnement, location de compteur, ...),
- une part variable proportionnelle à la consommation (m³).

Des frais d'accès au service (ouverture ou fermeture d'abonnement) peuvent également être appliqués.

Les relèves réelles des volumes consommés ainsi que la facturation sont réalisées au minimum une fois par an.

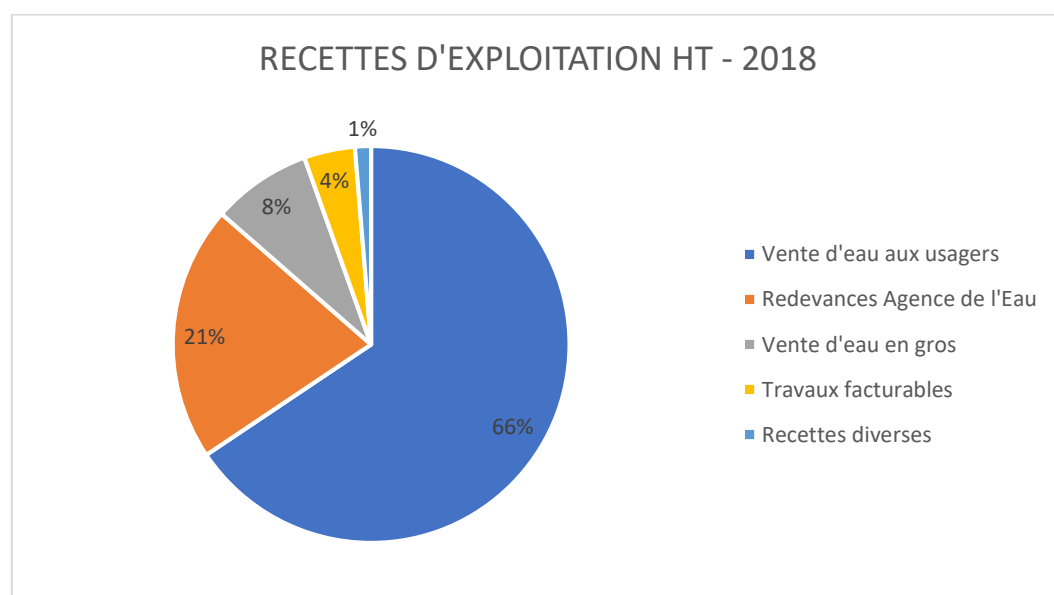
3.2 LE PRIX DE L'EAU

Suite à la prise de compétence eau et assainissement au 01/01/2018, l'ensemble des tarifs antérieurement appliqués par les autorités organisatrices du territoire (intercommunalités, communes ou syndicats) a été reconduit dans l'attente de la définition d'un schéma d'harmonisation tarifaire actuellement en cours d'étude.

4 LES ELEMENTS FINANCIERS

4.1 LES RECETTES D'EXPLOITATION

RECETTES D'EXPLOITATION EAU 2018	
DESIGNATION	MONTANT TOTAL HT
Vente d'eau aux usagers (hors redevances Agence de l'Eau Adour Garonne)	28 130 665 €
Redevances Agence de l'Eau Adour Garonne (Prélèvement et Pollution)	8 930 163 €
Vente d'eau en gros	3 477 631 €
Travaux facturables	1 782 018 €
Recettes diverses	560 457 €
TOTAL	42 880 933 €



Le volume facturé est de 20 397 321 m³.

Les données nécessaires au calcul du taux d'impayés étant incomplètes, sa valeur ne serait pas stabilisée ; il est donc indisponible à ce jour.

4.2 LES TRAVAUX ENGAGES

Le montant des travaux et études engagés est de 15 077 130 € TTC (12 564 275 € HT).

Cette charge est couverte en 2018 par 7,3 % de subventions (917 656 € HT).

Voir en annexe 4 la note d'information de l'Agence de l'Eau Adour Garonne édition 2019 relative notamment à son programme pluriannuel d'intervention.

Le taux de renouvellement des réseaux de l'année 2018 est de 0,67 %. L'indicateur de renouvellement moyen sur les 5 dernières années n'est pas à ce jour disponible. Le suivi de ce taux permet d'apprécier la stratégie d'actions d'un service en matière d'amélioration du rendement de réseau.

4.3 L'ETAT DE LA DETTE ET L'AMORTISSEMENT

Suite au transfert de compétence au 01/01/2018, les mises à jour de l'état de la dette et de l'inventaire patrimonial sont en cours de traitement. Les valeurs relatives aux annuités d'emprunt, à la durée d'extinction de la dette et au montant des amortissements seront prochainement disponibles.

5 LA RELATION AUX USAGERS

5.1 LA SATISFACTION DES USAGERS

Plusieurs indicateurs permettent de mesurer le niveau de service rendu à l'utilisateur.

➔ **Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées** : sa valeur pour 2018 atteint **0,738 / 1000 abonnés**.

➔ **Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés** : **100 %**. Il est aujourd'hui estimé que tous les usagers de l'Agglomération ont eu accès au service dans un délai maximal de 3 jours ouvrables à compter de la demande orale ou écrite.

➔ **Taux de réclamations écrites** : **4,1 / 1000 abonnés**. Cette valeur est à prendre avec précaution vu la diversité de leur qualification et de leur suivi sur le territoire.

5.2 LES ACTIONS DE SOLIDARITE

Les actions de solidarité représentent en 2018, **0,0057 € HT/m³**, dont 92 % dans le cadre de l'expérimentation de la tarification éco-solidaire sur le territoire de Bayonne.

5.2.1 LES ABANDONS DE CREANCES

161 familles ont pu bénéficier d'une aide curative sous forme d'abandons de créances pour un montant de 26 834 €.

5.2.2 LA TARIFICATION ECO-SOLIDAIRE

1856 foyers ont bénéficié du dispositif de la tarification éco-solidaire pour un montant de 88 535 €.

6 LES FAITS MARQUANTS 2018

À la suite du transfert, l'année 2018 est l'année de la mise en place d'une nouvelle organisation qui permettra à terme une gestion globale et durable du service.

Les projets engagés antérieurement ont été poursuivis et d'autres projets en vue d'améliorer la qualité du service et les performances des équipements ont été lancés.

Les faits marquants 2018 sont détaillés en annexe 5 sur chaque fiche de secteur.

7 LES PROJETS 2019

7.1 LES PROJETS STRUCTURANTS

7.1.1 EN MATIERE D'ORGANISATION

En 2018, la Communauté d'Agglomération a décidé son retrait de trois syndicats : le SYDEC, le SIAEP du Pays de Soule et le SIAEP du Saleys.

La structuration des équipes d'exploitation de la DGA ELMN se poursuivra en 2019 avec une installation de chaque agent sur ses missions quand elles sont nouvelles et un travail important sur l'harmonisation du service.

Il est à noter également des changements notables en 2019 relatifs au mode de gestion du service public d'eau potable :

- sur les contrats du Sud Pays Basque, qui arrivent à échéance le 1^{er} mai 2019,
- sur le contrat de production d'eau potable des usines de la Nive, de la Barre et des Pontots, qui arrive à échéance le 30 septembre 2019.

7.1.2 LA SECURISATION TARIFAIRE ET LA PROSPECTIVE FINANCIERE

En 2019, sera menée une étude prospective visant à définir les tarifs cibles de l'eau et de l'assainissement ainsi que le calendrier d'harmonisation tarifaire à l'échelle de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

7.1.3 LE REGLEMENT DE SERVICE ET LES FORMULAIRES

Fin 2019 sera soumis au vote du Conseil Communautaire de la CAPB le règlement de service de l'eau potable, fruit de l'harmonisation de l'ensemble des règlements pré-existants à la fusion et au transfert de la compétence.

Un travail sera également réalisé pour harmoniser les formulaires propres à la régie et qui deviendront communs à tous les secteurs d'exploitation.

7.2 LES ETUDES ET LES TRAVAUX

Une programmation réaliste est établie pour 2019 avec deux objectifs prioritaires : la conformité réglementaire et le maintien du patrimoine.

7.2.1 DES ETUDES PREALABLES GLOBALES ET STRUCTURANTES

Une vaste étude sur la ressource en eau à l'échelle du Pays Basque (équilibre besoins/ressources, production et interconnexions, rationalisation des captages) sera lancée, ainsi que 4 schémas directeurs d'eau potable locaux.

7.2.2 DES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT

7.2.2.1 *Le renouvellement des réseaux de distribution d'eau potable*

Plusieurs opérations d'envergure seront lancées sur l'ensemble du Pays Basque :

- Boucau : travaux d'extension et de renouvellement du réseau d'eau potable sur la RD810 pour un montant estimé de 800 k€ HT,
- Garindein : études de maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des canalisations d'eau potable en opération mutualisée avec l'enfouissement des lignes électriques.
- Garris : travaux de renouvellement de 1,5 km de canalisations pour un montant estimé de 215k€ HT,
- Les Aldudes : travaux de renouvellement des canalisations au bourg pour un montant estimé de 250 k€ HT,
- Saint-Jean de Luz et Urrugne : travaux de renouvellement des réseaux d'eau potable avenue Thion de la Chaume, rue des Dunes et chemin Landatxoia pour un montant estimé de 360k€HT.

7.2.2.2 *La réalisation de travaux d'interconnexion*

- Les travaux d'interconnexion transfrontalière entre la CAPB (secteur Sud Pays Basque) et la commune d'Urdax seront réalisés pour un montant estimé de 400 k€HT, après un travail juridique important et inédit,
- Les études de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'interconnexion structurante pour le littoral des usines de production d'eau potable de la Nive et de la Nivelle (Helbarron),
- Sur le secteur de Mendionde et de Macaye, une étude sera lancée.

7.2.2.3 *La réalisation de travaux sur les usines de production d'eau potable et les réservoirs*

La sécurisation de l'usine de la Nivelle (Helbarron) à Saint-Pée sur Nivelle qui alimente les abonnés de Saint-Jean de Luz et de Ciboure sera renforcée par l'installation d'un groupe électrogène capable de compenser en totalité toute panne électrique, pour un montant estimé de 400 k€ HT.

Deux réhabilitations de réservoirs seront étudiées en 2019 pour une réalisation des travaux dès 2020 : Marracq à Bayonne et Paxkoenea à Hasparren.

7.3 LA RELATION AUX USAGERS

7.3.1 LA GESTION DES RECLAMATIONS ET DES REMISES GRACIEUSES

La gestion des réclamations et des remises gracieuses sera harmonisée sur l'ensemble du territoire.

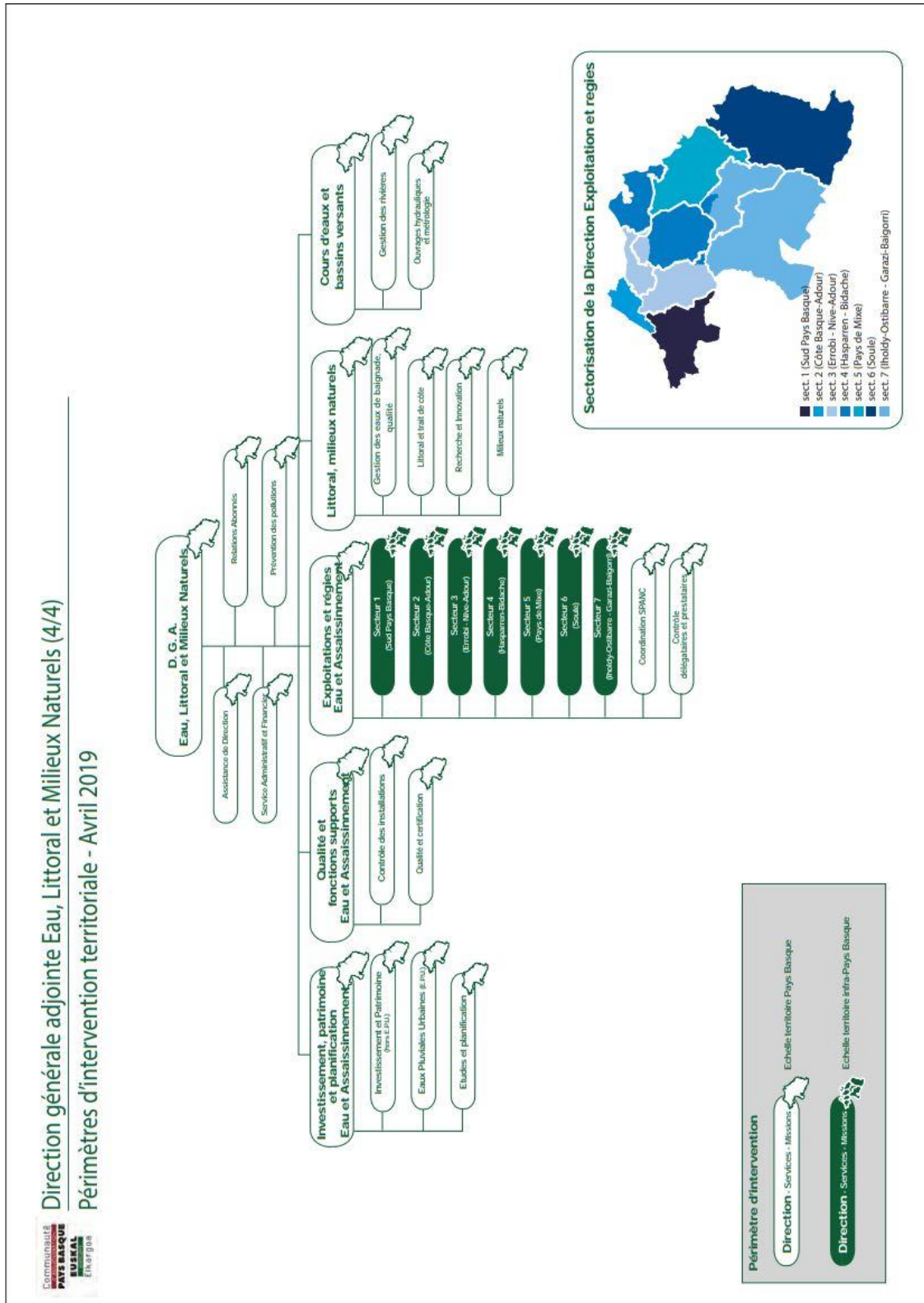
7.3.2 LE SITE WEB

Le site web de la Communauté d'Agglomération Pays Basque fera l'objet d'une refonte totale et intégrera une rubrique spécifique à la Direction Eau, Littoral et Milieux Naturels.

8 TABLEAU RECAPITULATIF DES INDICATEURS

THEME	TYPE D'INDICATEUR	CODE	LIBELLE	VALEUR 2018
Abonnés	Descriptif	D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	299 224
Abonnés	Descriptif	D102.0	Prix TTC du service au m ³ pour 120 m ³	voir tarifs SISPEA
Abonnés	Descriptif	D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	variable selon les secteurs (harmonisation à venir)
Qualité de l'eau	Performance	P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	97,1%
Qualité de l'eau	Performance	P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	98,8%
Réseau	Performance	P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	81/120
Réseau	Performance	P104.3	Rendement du réseau de distribution	82,70%
Réseau	Performance	P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés (m ³ / km / jour)	2,7
Réseau	Performance	P106.3	Indice linéaire des pertes en réseau (m ³ / km / jour)	2,5
Réseau	Performance	P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,67%
Qualité de l'eau	Performance	P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	85,7 %
Gestion financière	Performance	P109.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité	0,0057 € TTC/m ³
Abonnés	Performance	P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0,738 / 1000 abonnés
Abonnés	Performance	P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%
Gestion financière	Performance	P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	non disponible
Gestion financière	Performance	P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	non disponible
Abonnés	Performance	P155.1	Taux de réclamations	4,1 / 1000 abonnés

ANNEXE 1 – ORGANIGRAMME PERIMETRES D'INTERVENTION TERRITORIALE



ANNEXE 2 – LISTE DES CONTRATS DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

SECTEUR	DELEGATAIRE	CONTRAT	NOMBRE DE COMMUNE(S)	COMMUNE(S)	DATE D'ECHEANCE
1	SUEZ	AHETZE-ARBONNE	2	AHETZE ARBONNE	31/12/2020
1	SUEZ	AINHOA-ST PEE / NIVELLE	3	AINHOA ST PEE / NIVELLE	30/04/2019
1	SUEZ	ASCAIN	1	ASCAIN	30/04/2019
1	SUEZ	GUETHARY	0	GUETHARY	30/04/2019
1	SUEZ	HENDAYE/BIRIATOU	2	BIRIATOU HENDAYE	30/04/2019
1	SUEZ	PRODUCTION BIDASSOA	/	/	30/04/2019
1	SUEZ	ST JEAN DE LUZ / CIBOURE	2	CIBOURE ST JEAN DE LUZ	30/04/2019
1	AGUR	URRUGNE	1	URRUGNE	30/04/2019
2	SUEZ	ANGLET	1	ANGLET	30/09/2024
2	SUEZ	BIARRITZ	1	BIARRITZ	30/09/2024
2	SUEZ	BIDART	1	BIDART	31/12/2021
2	SUEZ	PRODUCTION NIVE ANGLET	/	/	30/09/2019
3	SUEZ	ESPELETTE	1	ESPELETTE	31/12/2019
3	SUEZ	NIVE ADOUR ERROBI (URA)	15	ARCANGUES/BASSUSSARRY/BRI SCOUS/CAMBO LES BAINS/HALSOU /ITXASSOU/JATXOU/LAHONCE/ LARRESSORE /MOUGUERRE/ST PIERRE D'IRUBE/URCUI/URT/USTARIT Z/VILLEFRANQUE	31/12/2020
4	SAUR	PAYS DE BIDACHE	7	ARANCOU/BARDOS/BERGOUEY VIELLENAVE/BIDACHE/CAME/G UICHE/SAMES	31/12/2020
5	SAUR	PAYS DE MIXE	22	AICIRITS CAMOU SUHAS/AMENDEUX ONEIX/ ARBERATS SILLEGUE/ARBOUET SUSSAUTE/AROUÉ ITHOROTS OLHAIBI/ARRAUTE CHARRITE/BEGUIOS/BEHASQUE LAPISTE/BYRIE SUR JOYEUSE/DOMEZAIN BERRAUTE/ETCHARRY/GABAT/G ARRIS/ILHARRE/LABETS BISCAY/LARRIBAR SORHAPURU/LUXE SUMBERRAUTE/MASPARRAUTE /OREGUE/ST PALAIS/UHART MIXE	31/12/2023
6	SAUR	L'HOPITAL ST BLAISE	1	L'Hôpital Saint-Blaise	31/12/2027

ANNEXE 3 – SYNTHÈSE ARS

Ci-joint les bilans ARS 2018.

ANNEXE 4 – DOCUMENT AGENCE DE L’EAU ADOUR GARONNE

Ci-joint la note d’information de l’Agence de l’Eau Adour Garonne édition 2019 (chiffres 2018).

ANNEXE 5 – FICHES SYNTHETIQUES

Ci-joint les fiches synthétiques pour :

- la collectivité Communauté d'Agglomération Pays Basque,
- la régie de l'eau,
- les 7 secteurs d'exploitation.